



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Service des risques naturels et technologiques
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
Cedex 2
44036 Nantes

Nantes, le 30/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VALEO VISION

26 boulevard de l'Industrie
49000 Écouflant

Références : SRNT/2024-0634
Code AIOT : 0006301571

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/07/2024 dans l'établissement VALEO VISION implanté 26 boulevard de l'Industrie 49000 Écouflant. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALEO VISION
- 26 boulevard de l'Industrie 49000 Écouflant
- Code AIOT : 0006301571
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise VALEO VISION exerce son activité dans la fabrication d'appareils d'éclairage électrique des véhicules et emploie environ 1100 personnes travaillant en 2/8.

Les installations contrôlées sur site sont le caisson de décontamination et les récipients sous pression destinés à l'encollage.

Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Compétence du personnel	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, Article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Contrôle de mise en service	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, Article 10 et 11	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
4	Fréquence des inspections périodiques sans PI	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, Article 15 à 17	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
5	Requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, Article 18	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
6	Contenu des plans d'inspection	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, Article 13	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
7	Contenu des plans d'inspection	Arrêté Ministériel du 20/11/2024, Article 13	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
8	Chômage des installations	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, Article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, Article 6	Sans objet
9	Équipements pouvant être mis en service et utilisés	Code de l'environnement du 16/07/2013, Article L 557-4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucun contrôle prévu par la réglementation sur les équipements sous pression n'a été réalisé sur les 25 systèmes frigorifiques depuis leur mise en service. De plus, douze équipements sous pression (gaz de l'air) ne sont pas à jour de leurs contrôles.

Une mise en demeure de procéder aux contrôles est proposée au préfet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Compétence du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, Article 5
--

Thème(s) : Risques accidentels, Conditions générales d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose du personnel nécessaire à l'exploitation, à la surveillance, et à la maintenance des équipements. Il fournit à ce personnel tous les documents utiles à l'accomplissement de ces tâches.</p> <p>Le personnel chargé de l'exploitation et celui chargé de la maintenance d'équipements sont informés et compétents pour surveiller et prendre toute initiative nécessaire à leur exploitation sans danger.</p> <p>Pour les équipements répondant aux critères de l'article 7, le personnel chargé de l'exploitation est formellement reconnu apte à cette conduite par l'exploitant et périodiquement confirmé dans cette fonction.</p> <p>II. - L'exploitant fournit les moyens humains et matériels nécessaires aux opérations de contrôle.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne dispose pas de document répondant aux critères de l'article 7 (ESP soumis à DMS) reconnaissant son personnel apte à la conduite des ESP et périodiquement confirmé dans cette fonction.</p> <p><u>Document transmis le 23/08/2024 :</u></p> <p>- Contrat Bureau Veritas n° Q-1814239-0797980 daté du 16/07/2024 signé par l'exploitant le 22/08/2024 (montant 4 050 Euros HT). Formation pour exploiter sans danger des récipients et tuyauteries sous pression.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>A l'issue de la formation par le Bureau Veritas, l'exploitant devra transmettre un document listant son personnel apte à la conduite des ESP soumis à DMS.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, Article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions générales d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
Constats :

Liste ESP transmise le 01/07/2024, 12/07/2024 et le 26/08/2024 :

La liste des ESP transmise n'apporte pas de remarque.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Contrôle de mise en service

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, Article 10 et 11

Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et contrôle de mise en service

Prescription contrôlée :

Article 10

Le contrôle de mise en service est requis avant :

- **la première mise en service de l'équipement** ou après une évaluation de conformité liée à une intervention importante définie à l'article 27 du présent arrêté ;
- la remise en service en cas de nouvelle installation en dehors de l'établissement dans lequel l'équipement était précédemment utilisé.

Article 11

I. - [...] ce contrôle est réalisé par une personne compétente. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition. Dans ce cas, le contrôle de mise en service est refait.

II. - Pour les équipements sous pression interconnectés, le contrôle de mise en service est réalisé autant que possible simultanément sur chacun des équipements soumis à ce contrôle.

III. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente constate le respect des dispositions prévues par les articles R. 557-9-1 à R. 557-9-10 du code de l'environnement et s'assure en particulier :

- de l'absence d'endommagement de l'équipement au cours de son transport ;
 - de la présence et de la capacité à fonctionner des accessoires de sécurité prévus par le fabricant, ainsi que leur adéquation s'ils n'ont pas été évalués avec l'équipement par le fabricant ;
- les dispositions prises pour protéger le personnel des émissions dangereuses susceptibles d'être rejetées par les accessoires de sécurité ;
- de l'existence du dossier d'exploitation défini par l'article 6 ;
- du respect des dispositions de la notice d'instructions. [...]

IV. - Lorsque le contrôle est satisfaisant, l'organisme habilité, ou la personne compétente selon le cas, délivre à l'exploitant un document attestant la conformité du contrôle. L'attestation décrit le cas échéant le résultat de l'évaluation de l'adéquation des accessoires de sécurité à l'équipement prévu au III du présent article. **La mise en service est conditionnée à la remise de cette attestation.**

Constats :

L'exploitant dispose de 7 accumulateurs cités ci-dessous, soumis à Déclaration de Mise en Service (DMS) qui n'ont pas fait l'objet des Contrôles de Mise en Service (CMS).

- Accus KM1 n°361730
- Accus KM2 n°631681

- Accus KM3 n°644417
- Accus KM4 n°644414
- Accus KM5 n°21D164012
- Accus KM6 n°21D144053
- Accus KM7 n°21D866052

Documents transmis le 23/08/2024 :

- Contrat Bureau Veritas n° Q-1814239-0797697 daté et signé par l'exploitant du 23/08/2024 (montant 941 Euros HT). Contrôle de mise en service des accumulateurs.
- Commande Valeo n° 4422014789 datée du 11/08/2024 indiquant le remplacement des 5 blocs de sécurités (soupapes) protégeant les accumulateurs (montant 17 747,65 Euros HT).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra justifier que les contrôles de mises en service des accumulateurs ont bien été réalisés et transmettre les comptes rendus satisfaisants.

Nota : le remplacement des blocs de sécurité (soupapes) des presses sont nécessaires pour satisfaire aux contrôles des accumulateurs.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Fréquence des inspections périodiques sans PI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, Article 15 à 17

Thème(s) : Risques accidentels, Suivi sans plan d'inspection

Prescription contrôlée :

Article 15

I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique.

Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.

La période maximale est fixée au maximum à :

-1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;

-2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ;

Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent

arrêté,

Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.

II. - Les récipients mobiles sont en outre vérifiés extérieurement avant chaque remplissage.

III. - Les tuyauteries font l'objet d'inspections dont la nature et la période maximale sont précisées dans un programme de contrôle établi par l'exploitant dans l'année qui suit leur mise en service. [...]

Article 17

I. - L'inspection périodique est réalisée :

- pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ;
- pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition.

II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués.

III. - **Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu.**

Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.

L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.

Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.

Constats :

L'exploitant utilise 2 accumulateurs « KM1 n°361730 et KM2 n°631681 » avec des comptes rendus d'Inspection Périodique donnant des résultats non satisfaisants, aux motifs accessoires de sécurité « Non Satisfaisant ».

Nota : les accumulateurs « KM4 n°644414 et KM3 n°644417 » sont en retards d'inspections périodiques depuis le 14/07/2023. Leurs contrôles étaient prévues en semaine 32 (du 5 au 9 août 2024).

Documents transmis le 23/08/2024 :

- Contrat Bureau Veritas n° Q-1814239-0797697 daté et signé par l'exploitant du 23/08/2024 (montant 941 Euros HT) comprenant pour les 2 accumulateurs « KM1 n°361730 et KM2 n°631681 » les inspections périodiques.
- Commande Valeo n° 4422014789 datée du 11/08/2024 concernant le remplacement des 5 soupapes protégeant les accumulateurs (montant 17 747,65 Euros HT).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<p>L'exploitant devra justifier pour les 4 accumulateurs « KM1 n°361730, KM2 n°631681 et n°KM4 n°644414 et KM3 n°644417 » que les inspections périodiques ont bien été réalisées et transmettre les comptes rendus satisfaisants.</p> <p>Nota : le remplacement des blocs de sécurité (soupapes) des presses sont nécessaires pour satisfaire aux contrôles des accumulateurs.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, Article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Fréquence des requalification périodiques sans PI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ; - trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ; - six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ; - six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ; - six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ; <p>- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.</p> <p>Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.</p> <p>II. - La requalification périodique d'un équipement sous pression fixe est renouvelée lorsque celui-ci fait l'objet à la fois d'une installation dans un autre établissement et d'un changement d'exploitant.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant utilise 5 récipients d'air en retards de requalifications, dispositions de l'article 18 de l'AM du 20/11/2017) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Donaldson n°597353 de 2014 • Rust n°917894 de 1991 • Hiross n°3032610001 de 2006 • Hiross n°3043820001 de 2006 • Aircom n°12924 de 2008 <p>Nota : l'exploitant indique par mail du 26/08/2024, le remplacement des 5 récipients.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra justifier pour les 5 récipients cités ci-dessus leurs remplacements.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 6 : Contenu des plans d'inspection

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, Article 13</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Suivi avec plan d'inspection</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsqu'un équipement fait l'objet d'un suivi selon un plan d'inspection, ce plan définit les actions minimales de surveillance à réaliser pour qu'un équipement fasse l'objet d'un examen complet dans l'intervalle séparant deux requalifications périodiques ou l'intervalle entre la mise en service et la première requalification périodique, pour les équipements soumis à cette opération de contrôle. Dans le cas où le plan prévoit des contrôles non destructifs, il précise leur nature, leur localisation, leur étendue et la période maximale entre deux contrôles. Un examen est considéré comme étant complet s'il permet une surveillance effective, selon des critères d'acceptabilité prédéterminés, de l'ensemble des modes de dégradation réels et potentiels pouvant affecter l'équipement. Il tient compte des conditions de conception et de fabrication de l'équipement mentionnées dans la notice d'instructions, des conditions de son exploitation, de l'environnement dans lequel il est utilisé, et des résultats des examens antérieurs, en particulier l'évaluation des dégradations éventuelles mises en évidence, qu'elles soient liées à sa fabrication ou à son exploitation. Les critères d'acceptabilité sont adaptés au caractère qualitatif, semi-quantitatif ou quantitatif des informations intervenant dans la détermination de la période maximale entre les contrôles et de leur nature contribuant à l'examen complet, et aux incertitudes affectant ces informations. Un plan d'inspection couvre un équipement individuel ou un lot d'équipements ayant des caractéristiques de fabrication et des conditions d'exploitation homogènes.</p> <p>II. - Le plan d'inspection comporte un examen visuel régulier des accessoires de sécurité, des accessoires sous pression, ainsi que des dispositifs de régulation et de sécurité mentionnés aux II et III de l'article 3. [...]</p> <p>IV. - Le plan d'inspection est établi selon les guides professionnels ou cahiers techniques professionnels approuvés, listés en annexe 2, ou selon d'autres guides ou cahiers techniques</p>

professionnels approuvés par décision du ministre chargé de la sécurité industrielle publiée au Bulletin officiel du ministère chargé de la sécurité industrielle. Tout nouveau guide ou cahier technique professionnel et toute modification de guide ou cahier technique professionnel existant sont établis en accord avec le guide professionnel reconnu mentionné au 2° de l'article R. 557-14-4 du code de l'environnement. [...]

Le Cahier Technique Professionnel du 23 juillet 2020 relatif au suivi en service des systèmes frigorifique précise les contrôles à réaliser et fixe les fréquences de contrôles.

La BSERR 2023-013 précise les modalités concernant les systèmes frigorifiques de fluide de groupe 2, qui ne seraient pas à jour des contrôles au 19 août 2024.

Constats :

L'exploitant utilise des systèmes frigorifiques en retards de contrôles.

- 6 systèmes sont en retards d'inspections périodiques :
- Le groupe froid (TP1, TP2, TP3 et Labo) de marque TRANE n°ELB n°4127 de 2018
- Le groupe froid (GP4) de marque TRANE n°ELB n°4488 de 2018
- Le groupe froid (GF1) de marque TRANE n°X709017 de 2015
- Le groupe froid (GF3) de marque TRANE n°X709019 de 2015
- Le groupe froid (GF2) de marque TRANE n°EKY2263 de 2015
- Le groupe froid (Groupe froid boîtiers) de marque TRANE n°EKY2262 de 2015
- 1 système est en retard de requalification :
- Le groupe (GF6) CIAT n°00839220/0001 de 2006

Nota : L'exploitant précise que le Bureau Veritas doit venir sur site le 16/09/2024 pour régulariser les 7 systèmes frigorifiques, en réalisant les Plans d'Inspections (PI) et en fonctions des installations, l'approbation des (PI), les Vérifications Initiale (VI), les Inspections Périodique (IP) et Requalification Périodique (RP).

Documents transmis le 23/08/2024 :

- Commande Valeo n° 4322052919 datée du 31/12/2023 concernant les contrôles réglementaires des systèmes frigorifiques (montant 6 321,00 Euros HT).
- Commande Valeo n° 4322056792 datée du 09/08/2024 concernant les requalifications de systèmes frigorifiques (montant 4 595,50 Euros HT).

Pour information : les dispositions de la BSERR n°2023-013 relative aux modalités liées à la régularisation des systèmes frigorifiques en situation irrégulière imposent après le 19/08/2024 pour les installations non régularisées, des Inspections Périodiques à 1 an et la Requalification Périodique à 3 ans.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra justifier la réalisation des inspections périodiques des 6 systèmes frigorifiques cités ci-dessus et la requalification du groupe GF6.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Contenu des plans d'inspection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2024, Article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi avec plan d'inspection
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsqu'un équipement fait l'objet d'un suivi selon un plan d'inspection, ce plan définit les actions minimales de surveillance à réaliser pour qu'un équipement fasse l'objet d'un examen complet dans l'intervalle séparant deux requalifications périodiques ou l'intervalle entre la mise en service et la première requalification périodique, pour les équipements soumis à cette opération de contrôle. Dans le cas où le plan prévoit des contrôles non destructifs, il précise leur nature, leur localisation, leur étendue et la période maximale entre deux contrôles. Un examen est considéré comme étant complet s'il permet une surveillance effective, selon des critères d'acceptabilité prédéterminés, de l'ensemble des modes de dégradation réels et potentiels pouvant affecter l'équipement. Il tient compte des conditions de conception et de fabrication de l'équipement mentionnées dans la notice d'instructions, des conditions de son exploitation, de l'environnement dans lequel il est utilisé, et des résultats des examens antérieurs, en particulier l'évaluation des dégradations éventuelles mises en évidence, qu'elles soient liées à sa fabrication ou à son exploitation. Les critères d'acceptabilité sont adaptés au caractère qualitatif, semi-quantitatif ou quantitatif des informations intervenant dans la détermination de la période maximale entre les contrôles et de leur nature contribuant à l'examen complet, et aux incertitudes affectant ces informations. Un plan d'inspection couvre un équipement individuel ou un lot d'équipements ayant des caractéristiques de fabrication et des conditions d'exploitation homogènes.</p> <p>II. - Le plan d'inspection comporte un examen visuel régulier des accessoires de sécurité, des accessoires sous pression, ainsi que des dispositifs de régulation et de sécurité mentionnés aux II et III de l'article 3. [...]</p> <p>IV. - Le plan d'inspection est établi selon les guides professionnels ou cahiers techniques professionnels approuvés, listés en annexe 2, ou selon d'autres guides ou cahiers techniques professionnels approuvés par décision du ministre chargé de la sécurité industrielle publiée au Bulletin officiel du ministère chargé de la sécurité industrielle. Tout nouveau guide ou cahier technique professionnel et toute modification de guide ou cahier technique professionnel existant sont établis en accord avec le guide professionnel reconnu mentionné au 2° de l'article R. 557-14-4 du code de l'environnement. [...]</p> <p>Le Cahier Technique Professionnel du 23 juillet 2020 relatif au suivi en service des systèmes frigorifique précise les contrôles à réaliser et fixe les fréquences de contrôles.</p> <p>La BSERR 2023-013 précise les modalités concernant les systèmes frigorifiques de fluide de groupe 2, qui ne seraient pas à jour des contrôles le 19 août 2024.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose de 14 climatisations « Laboratoire » qui ne disposent pas de Plan d'Inspection et qui ne sont pas à jours de leurs contrôles.</p> <ul style="list-style-type: none"> la climatisation 1 : ne dispose pas de Plan d'Inspection et de compte rendu de vérification initiale. Les 2 climatisations n° 5 et n° 8 : ne disposent pas de Plan d'Inspection et de comptes

rendus de vérification initiale et sont en retards d'Inspection Périodique.

- les 11 climatisations n° 2, 3, 4, 6, 7, 9, 10, 11, 12, 13 et 14 : ne disposent pas de Plan d'Inspection et de comptes rendus de vérification initiale et sont en retards d'Inspection Périodique et de Requalification Périodique.

Nota : Le 10 juillet 2024, les climatisations 7 et 9 étaient à l'arrêt.

Pour information : les dispositions de la BSERR n°2023-013 relative aux modalités liées à la régularisation des systèmes frigorifiques en situation irrégulière imposent après le 19/08/2024 pour les installations non régularisées, des Inspections Périodiques à 1 an et la Requalification Périodique à 3 ans.

Documents transmis le 23/08/2024 :

Concernant les climatisations 1, 2, 3, 4, 5, 6, 8, 10, 11, 12 et 13

- Contrat Bureau Veritas n° Q-1834996-0797697 daté et signé par l'exploitant le 22/08/2024 (montant 7 384 Euros HT).

Contrôle et régularisation administrative de l'ensemble des climatisations « Laboratoire ».

Concernant les climatisations 7, 9 et 14 → demande de financement de 65 000 Euros pour leurs remplacements.

Concernant la climatisation 9

- Commande Valeo n° 4322056857 datée du 22/08/2024 concernant la remise aux normes DESP Clim 9 (montant 8 790,20 Euros HT).

Concernant la climatisation 14

- Commande Valeo n° 4322056858 datée du 22/08/2024 concernant la remise aux normes DESP Clim 14 (montant 4 391,50 Euros HT).

Concernant la climatisation 7

- Commande Valeo n° 4322056859 datée du 22/08/2024 concernant la remise aux normes DESP Clim 7 (montant 3 182,00 Euros HT).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra justifier pour les Climatisations 1, 2, 3, 4, 5, 6, 8, 10, 11, 12 et 13 qu'elles sont à jours de leurs contrôles en transmettant leurs rapports en fonctions de leurs retards (Vérification Initiale, inspection périodique et requalification périodique).

Concernant les Climatisations 7, 9 et 14, justifier de leurs remises en conformités ou leurs remplacements en transmettant les comptes rendus de Vérification Initiale, le cas échéant les attestations de requalifications.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Chômage des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, Article 4

Thème(s) : Risques accidentels, Suivi avec plan d'inspection
Prescription contrôlée : <p>III. - En cas de chômage des installations, l'exploitant prend toutes les dispositions de conservation nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de celui-ci, conformément à un guide approuvé par décision du ministre chargé de la sécurité industrielle publiée au Bulletin officiel du ministre chargé de la sécurité industrielle « Guide chômage GCE 2021-01 rev0 ». Sous réserve du respect de ces dispositions, la période de chômage n'est pas prise en compte pour déterminer les échéances des opérations de contrôle. Dans le cas contraire, la remise en service est subordonnée au résultat favorable d'une inspection périodique si son échéance est dépassée, ou d'une requalification périodique si son échéance est dépassée.</p>
Constats : <p>L'exploitant dispose de 4 systèmes froid à l'arrêt avec le gaz maintenu en pression, précisant être aux chômes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • groupe froid CTA TD2 de marque LENNOX n°119460/01 de 2001 • groupe froid 4 réseau 1 GF4-R1 de marque LENNOX n°132538/G1 de 2006 • groupe froid 1 réseau 2 GF1-R2 de marque TRANE n°EKN 1429 de 2004 • groupe froid 7 réseau 3 GF7-R3 de 2008 de marque TRANE n°QB59567 de 2008 <p>1^{er} point : Le terme chômage concerne les ESP à jour de leurs contrôles avec des mesures conservatoires prévues par le Guide chômage GCE 2021-01 rev0. Ce n'est pas le cas pour ces installations.</p> <p>2^{ème} point : Pour les 4 groupes froid, tant qu'il y a du gaz et la pression, le risque « pression » est présent.</p> <p>Nota : L'exploitant indique la présence de deux groupes froids de location pour se substituer à ces 4 groupes. A terme, ces 4 installations seront retirées.</p> <p><u>Document transmis le 23/08/2024 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Commande Valeo n° 4322056768 datée du 09/08/2024 concernant la récupération du fluide du groupe froid CTA et LENNOX (montant 3 495,50 Euros HT). - Commande Valeo n° 4322056769 datée du 09/08/2024 concernant la dépollution et l'évacuation des deux groupes froid TRANE (montant 3 261,40 Euros HT).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant devra justifier pour les 4 groupes froids :</p> <ul style="list-style-type: none"> - que les fluides sont retirés, - que la pression est inférieure à 4 bar <p>Le cas échéant, justifier le retrait des installations.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Equipements pouvant être mis en service et utilisés

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/07/2013, Article L 557-4
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation d'un ESP ne respectant pas les exigences essentielles
Prescription contrôlée : Les produits ou les équipements mentionnés à l'article L. 557-1 ne peuvent être mis à disposition sur le marché , stockés en vue de leur mise à disposition sur le marché, installés, mis en service, utilisés, importés ou transférés que s'ils sont conformes à des exigences essentielles de sécurité relatives à leurs performance, conception, composition, fabrication et fonctionnement et à des exigences d'étiquetage. Cette conformité à ces exigences est attestée par un marquage, apposé avant la mise sur le marché du produit ou de l'équipement, ainsi que par l'établissement d'attestations. Pour des raisons techniques ou de conditions d'utilisation, certains produits ou équipements peuvent faire l'objet d'une dispense de marquage.
Constats : L'exploitant dispose de 10 mélangeurs (air, colle), sans marquage et données PS et Volume sur l'équipement. Ces appareils sont protégés par une soupape tarée à 6 bar. L'exploitant a transmis par mail le 12/07/2024, un schéma de ces appareils qui indique un PS x Volume = 191 bar/litre en dessous du seuil de soumission.
Type de suites proposées : Sans suite